

Le fric malsain du foot européen

PAR ALAIN LORET — directeur de la Faculté des Sciences du sport de l'université de Rouen ET NOËL PONS — conseiller au Service central de prévention de la corruption.

Prêvert l'affirmait, «*Quand la morale fout le camp, le fric cavale derrière.*» Cette maxime s'appliquerait-elle au foot-business? A y regarder de près et considérant les 300 millions d'euros que le Real Madrid aura consacrés cette année à son recrutement, la question se pose.

La morale, d'abord. Acheter ou vendre un homme heurterait les consciences dans n'importe quel autre milieu que le sport professionnel. Imagine-t-on une entreprise vendre ses meilleurs cadres? L'histoire est là pour nous rappeler que la valeur humaine ne doit pas être une valeur marchande. Le fric, ensuite. En ces temps de crise, acheter Ronaldo 94 millions est déjà choquant. Mais si cette transaction est réalisée par un club déjà fortement endetté, on peut conclure à une opération basée sur de la monnaie de singe. La référence au modèle économique qui a engendré la crise des subprimes vient donc à l'esprit. Deux vues antagonistes s'opposent en Europe sur l'endettement des clubs. En France, la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) impose un équilibre budgétaire indépassable. Résultat: les clubs français de Ligue 1 ont dégagé un bénéfice en 2008. En Angleterre, en Italie et en Espagne, à l'inverse, il n'existe pas d'instance de régulation. L'endettement est alors abyssal. Soyons clairs, nous ne cherchons pas ici à jouer les pourfendeurs du foot. Par contre, nous ne souhaitons pas qu'il se transforme en une économie de casino. Acheter à prix d'or les meilleurs joueurs crée une bulle spéculative totalement artificielle. Contrairement à ce qu'affirment certains, les montants annoncés pour les achats de Ronaldo, Kaká (67 millions), voire Benzema (35 millions) sont totalement hors marché. Les sommes engagées sont disproportionnées au regard des moyens dont disposent la majorité des acteurs du foot: les médias et les autres clubs, notamment. Un phénoménal déséquilibre est donc introduit (volontairement?) dans le système. D'un côté, une poignée de clubs artificiellement très riches car capables d'accéder à certains financements, de l'autre, les acteurs sportifs secondaires ne survivant que parce leur présence est indispensable au développement des premiers. Véritables porteurs d'eau, exclusivement destinés à occuper le ventre mou des classements, ils n'existent que pour les mettre sportivement en valeur.

Quant aux médias du deuxième rideau, ne jouant pas dans la cour des grands networks télévisuels mondiaux, ils assistent éfarés à l'envolée des coûts. Songez que le seul transfert de Benzema, au Real équivalait... à tous les droits sportifs achetés en un an par la chaîne Sport+. Dans une économie mondiale en crise, personne ne pose la question de savoir qui dispose des fonds nécessaires pour de tels achats. Le système bancaire est-il vraiment en mesure de financer ces sommes colossales?

On nous affirme que les financements devraient théoriquement être amortis par l'envolée des ventes de produits dérivés supposées accompagner ces joueurs emblématiques. Ce n'est pourtant pas gagné, cela exigera que les supporters décuplent leur consommation actuelle. Déjà frileuses et arguant de leur volonté de se recentrer sur leur cœur de métier, les banques ne manqueront pas de souligner ce point. Des fonds souverains et des fonds spéculatifs pourraient alors relayer le système bancaire défaillant. Mais, là encore, le doute surgit car leurs pratiques habituelles les conduiront à mettre la dette à la charge des clubs. Difficile, vu leur endettement.

Reste donc une hypothèse qui dérange. Des fonds douteux seraient, par contre, disponibles. On sait que l'économie criminelle organisée a correctement protégé ses avoirs en échappant, notamment, aux escroqueries «madoffiennes». Personne, sans doute, ne voudra croire que le foot pourrait intéresser l'argent sale. C'est oublier qu'après la guerre des Balkans, des fonds issus du trafic d'armes, de la drogue et de

Les montants annoncés pour les achats de Kaká, de Ronaldo (67 millions), voire de Benzema (35 millions) sont totalement hors marché. Dans une économie mondiale en crise, personne ne pose la question de savoir qui dispose des fonds nécessaires pour de tels achats. Les banques? Les fonds spéculatifs? L'économie du crime?

la prostitution ont alimenté un réseau de financement de certains clubs professionnels locaux. Le Groupe d'action financière (Gafi), organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment, vient d'ailleurs de rendre publique une étonnante étude montrant le côté attrayant du foot pour l'économie criminelle (1).

Reste une certitude, les sommes annoncées sont trop énormes pour ne pas être dangereuses pour l'économie du football européen. Si, d'où qu'ils viennent, les financements existent réellement, alors c'est une véritable «course à l'armement» qui est engagée. Elle

laissera de nombreux clubs et de nombreux joueurs sur le bord de la route.

En générant une bulle économique totalement artificielle, la folie des plus grands crée une spirale inflationniste. La pression financière générera une autre pression, sportive celle-là, qui pourrait bien tétaniser les meilleurs joueurs sur le terrain. La qualité du jeu s'en ressentira inmanquablement puisqu'ils chercheront alors moins à gagner qu'à ne pas perdre puisque la défaite sera mortelle financièrement. Il faut donc injecter de la vertu dans l'économie du foot en bannissant l'endettement inconsidéré. Seul un mécanisme vertueux permettra de sauver les clubs qui, parce qu'ils sont bien gérés, ne sont pas les plus riches, c'est-à-dire les plus endettés. Ceux-là ne doivent pas être sanctionnés par le pseudo-marché qui est en train de naître sous la férule aventureuse des grands clubs qui jouent perso. On sait depuis Adam Smith que «l'aléa moral», qui s'accroît lorsque certaines entreprises favorisent leur développement au détriment des autres acteurs économiques, finit toujours par être contre-productif. Les clubs qui sont restés dans les clous de la bonne gestion (allemands et français, essentiellement) ne doivent pas disparaître parce que la fausse monnaie aura mangé la bonne.

(1) A télécharger, en anglais, sur www.fatf-gafi.org

Derniers ouvrages parus: Noël Pons, *Arnaques, le manuel anti-fraude* (Ed. CNRS 2009) et Alain Loret, *Le Sport de la République, la France face au défi olympique* (Ed. Du Temps, 2008).

L'ŒIL DE WILLEM

